

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Qu-est-ce-que-le-Club-de-Paris>

Qu'est-ce-que le Club de Paris

?

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : dimanche 16 janvier 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le "Club de Paris" regroupe les 19 pays [riches] du Nord qui détiennent la dette publique bilatérale des pays débiteurs [pauvres] du Sud.

[Attac](#)

Paris, 10/01/2005 - Article d'analyse

...

Le "Club de Paris" regroupe les 19 pays [riches] du Nord qui détiennent la dette publique bilatérale des pays débiteurs [pauvres] du Sud. Il dispose d'un petit secrétariat à la direction du Trésor au Ministère des Finances français et organise une dizaine de sessions par an cours desquelles plusieurs pays débiteurs sont auditionnés et auxquelles des institutions multilatérales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) sont présentes en tant qu'observateurs.

L'objectif de ces sessions est de renégocier [« rééchelonner »] le remboursement de la dette des pays débiteurs qui rencontrent de graves difficultés de paiement. [Le « Club de Londres » s'occupe de la même manière de la dette privée et regroupe les banques créancières].

Le Club de Paris est une institution informelle, qui se désigne lui-même comme une « non-institution » ; il n'a ni existence légale ni statuts mais un pouvoir certain Voir son site.

Fondé en 1956, ce Club a surtout acquis de l'importance depuis le milieu des années 1980. Entre 1983 et 2004, il a signé 386 accords concernant 80 pays débiteurs, pour un montant total de rééchelonnements de \$350 milliards. Aucun rééchelonnement n'est accordé si le débiteur n'a pas un plan d'ajustement structurel en place avec le FMI, dont les termes peuvent être plus ou moins stricts. C'est ainsi que les pays créanciers ont contourné les promesses qu'ils ont faites au cours de différentes réunions du G-8, notamment à Birmingham [1998] et à Cologne [1999] où l'annulation de \$100 milliards de dettes des pays les plus pauvres avait été consentie. En réalité, jusqu'en 2002, le Club de Paris n'avait traité que le tiers de cette somme, puisque aucun pays débiteur ne peut prétendre à un traitement plus favorable sans trois, bientôt six années d'ajustements supplémentaires [il s'agit des programmes FMI-Banque mondiale dits « HIPC » - Highly Indebted Poor Countries ; Pays pauvres très endettés]. Un pays peut se voir accorder une annulation pure et simple d'une petite partie de sa dette mais ce n'est ni systématique ni obligatoire.

Il faut comprendre que le Club de Paris n'a rien d'une institution charitable dont l'objectif serait de promouvoir le développement des pays débiteurs, c'est une agence de recouvrement des créances publiques au niveau international. Il faut saisir aussi l'usage politique qui a toujours été fait de la dette et qui explique pourquoi les pays et les institutions créanciers ne veulent rien lâcher sur l'essentiel. Si la dette n'était qu'un problème financier, il aurait été réglé depuis de longues années car les sommes en jeu, au regard des échanges internationaux, sont relativement dérisoires. En revanche, la dette est sans doute le meilleur carotte/bâton jamais inventé et elle sert le Nord comme instrument de contrôle bien plus efficace que le colonialisme [c'est aussi bien moins visible pour le citoyen lambda]. Son existence a incommensurablement renforcé le pouvoir de la Banque mondiale et du FMI.

Ainsi l'Egypte a reçu une annulation de 25 pourcent de sa dette après avoir rejoint le « bon » côté dans la première guerre du Golfe. En novembre dernier, l'Irak a reçu un cadeau similaire. Le négociateur du pays pauvre est toujours seul face à tous ses créanciers étatiques et comme les débiteurs n'ont jamais songé [ou du moins réussi] à se constituer en cartel, ils ont devant eux encore de longues années de séances devant le Club de Paris.

A moins que les citoyens ne s'en mêlent... ?